

des discussions se poursuivent avec le contre-expert. Enfin, la disponibilité de certains corps de métier a ralenti l'exécution des travaux.

S'agissant du plafond, toutes les parties en souhaitent une réforme. Cependant, il est nécessaire d'examiner plusieurs pistes et d'en mesurer l'impact. Il est ainsi primordial que la réforme visant à davantage responsabiliser les assureurs n'induisse pas une hausse trop élevée des primes d'assurance.

Pour ce faire, l'analyse technique a été confiée à la Banque nationale de Belgique tandis que l'analyse juridique a été confiée au SPF Économie. Nous consultons actuellement les Régions avant de travailler à la rédaction d'un avant-projet de loi.

En ce qui concerne les zones à risque, la loi sur les assurances prévoit la possibilité, dans le chef des assureurs, de refuser de couvrir un bien situé dans une zone à risque d'inondation. Dans ce cas, l'assureur couvrant le risque incendie appliquera le tarif du bureau de tarification pour la couverture contre les catastrophes naturelles, sauf si le bien a été construit plus de 18 mois après l'annonce du passage de la zone en zone inondable.

04.03 **Roberto D'Amico** (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, je prends bonne note de votre réponse et vous en remercie. Cependant, je ne suis pas satisfait en ce qui concerne les primes qui vont subir une hausse et que tous les Belges vont devoir payer, y compris les personnes touchées par ces catastrophes. Il subsiste selon moi une injustice.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

05 Questions jointes de

- **Vanessa Matz à Pierre-Yves Dermagne** (VPM Économie et Travail) sur "Les inquiétudes partagées par les Régions quant aux distributeurs bancaires" (55028435C)

- **Nicolas Parent à Pierre-Yves Dermagne** (VPM Économie et Travail) sur "Le suivi du dossier Batopin" (55029127C)

- **Roberto D'Amico à Pierre-Yves Dermagne** (VPM Économie et Travail) sur "La situation concernant le projet Batopin" (55029401C)

- **Steven De Vuyst à Pierre-Yves Dermagne** (VPM Économie et Travail) sur "La situation concernant le projet Batopin" (55029402C)

05 Samengevoegde vragen van

- **Vanessa Matz aan Pierre-Yves Dermagne** (VEM Economie en Werk) over "De ongerustheid in de

Gewesten met betrekking tot de bankautomaten" (55028435C)

- **Nicolas Parent aan Pierre-Yves Dermagne** (VEM Economie en Werk) over "De opvolging van het Batopindossier" (55029127C)

- **Roberto D'Amico aan Pierre-Yves Dermagne** (VEM Economie en Werk) over "De stand van zaken betreffende het Batopinproject" (55029401C)

- **Steven De Vuyst aan Pierre-Yves Dermagne** (VEM Economie en Werk) over "De stand van zaken betreffende het Batopinproject" (55029402C)

Le **président**: Mme Matz ne peut être présente pour poser sa question; elle est retenue dans une autre commission.

05.01 **Nicolas Parent** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, depuis un an et demi, les associations, les communes, les parlementaires, y compris au sein de cette commission, font part de leurs inquiétudes concernant la désertification bancaire et la disparition des distributeurs. Très récemment, le gouvernement wallon a mis ce point à l'agenda du Comité de concertation. J'ai fait les rétroactes du dossier. Je suis historien de formation. En juin 2021, vous aviez annoncé un groupe de travail Cash au sein de la Banque nationale sur le sujet, avec, notamment, la perspective de l'élaboration d'un modèle permettant d'évaluer l'accès de la population aux services bancaires.

En septembre 2021, vous jugiez le plan de répartition de Batopin inquiétant et vous mandatiez la Banque nationale en vue d'analyser une possible augmentation des tarifs interbancaires. En décembre 2021, vous annonciez deux pistes. D'un part, un protocole avec le secteur bancaire et, d'autre part, en cas d'échec du protocole – cas qui s'est confirmé –, un projet de loi d'ici l'été visant à répondre au mieux aux problématiques liées à l'accessibilité des services financiers.

En juin 2022, la dernière étape a été ce Comité de concertation. Nous avons lu les conclusions de celui-ci. Il charge le gouvernement fédéral de mener une nouvelle évaluation visant à améliorer l'accès des citoyens aux services financiers. Dès lors, j'ai plusieurs questions par rapport à cette dernière communication.

Monsieur le ministre, pourquoi une nouvelle évaluation est-elle nécessaire alors que tout un travail en amont a déjà été mené au sein de la Banque nationale? Qu'en est-il d'ailleurs de ce

modèle d'évaluation? Pourrions-nous avoir les résultats publics de celui-ci?

Quels sont les partenariats avec les initiatives wallonnes menées sur le sujet? Je pense que l'Iweps travaille aussi sur le sujet.

Qu'en est-il des résultats du groupe de travail Cash et de la suite de ses activités?

Enfin, quel est votre calendrier au niveau du travail législatif et du projet de loi annoncé pour l'été?

05.02 **Roberto D'Amico** (PVDA-PTB): *Monsieur le Ministre, cela fait un an que nous vous questionnons sur BATOPIN et la réduction de distributeurs de billets que ce projet initié par les quatre plus grandes banques du pays va engendrer... En un an, vous n'avez pas du tout avancé, vous avez négocié pendant des mois et des mois avec les banques pour tenter de déboucher sur un accord et la signature d'un protocole, cela s'est soldé par un échec. Les banques ne vous ont pas écouté et mettent en place ce projet sans se soucier de l'opposition de la population et des différents partis au sein de cette assemblée mais aussi au niveau communal ou régional. J'ai d'ailleurs appris récemment que de nouveaux distributeurs BATOPIN ont fait leur apparition à quelques kilomètres de chez moi, à Chapelle-Lez-Herlaimont.*

Je vous avais pourtant averti à plusieurs reprises sur la nécessité de légiférer pour imposer des distances raisonnables... Au mois de mars, suite à une nouvelle question orale, vous avez enfin reconnu la nécessité d'un projet de loi... Avec le PTB, nous avons une proposition de loi sur la table depuis plus de 3 mois et nous pensons qu'il faut des critères contraignants pour les banques dans le but de garantir la proximité des distributeurs de billets et conserver, à minima, la situation antérieure au projet BATOPIN.

Voici donc mes questions Monsieur le Ministre. Où en êtes-vous dans l'élaboration de votre projet de loi? Avez-vous trouvé un consensus sur l'élaboration des critères avec vos partenaires de gouvernement? Quelles sont les normes que vous envisagez pour répondre aux besoins des citoyens? Une distance maximale en terme de temps à pied pour accéder à un distributeur (ou de kilométrage par la route)? Ou une distance à vol d'oiseau à l'instar du projet BATOPIN ?

05.03 **Steven De Vuyst** (PVDA-PTB): Mijnheer de minister, het is intussen vijf maanden geleden dat u zich voor het laatst hebt uitgesproken over

Batopin. Intussen stellen we vast dat de financiële dienstverlening blijft slinken. Er blijven bankautomaten en bankfilialen verdwijnen in Vlaanderen, Brussel en Wallonië. U kent zelf het plan en had laten weten er zelf geen voorstander van te zijn. U had al gezegd dat er bijkomende criteria nodig waren voor een betere spreiding en een fijnmaziger netwerk van basisbankdiensten.

Nu staan we vijf maanden verder en stel ik vast dat Batopin verdergaat met het uitbouwen van een neutraal geldautomatennetwerk. Toen ik de laatste keer hun site raadpleegde stond er al 18 % ingepland en was er al 15 % gerealiseerd. Tegen 2030 zal er dus een reductie zijn van 9.000 naar 2.200 automaten voor het volledige grondgebied.

Intussen zei u dat u enkele stappen zou zetten en onder meer een werkgroep zou oprichten, samen met de ministers van Financiën en Consumentenbescherming en met de sector zelf. U zou ook een analyse bestellen bij de Nationale Bank van België om na te gaan of er een betere spreiding mogelijk is. U had gezegd de voorkeur te geven aan overleg en dialoog. Indien u echter niet tot het verhoopte resultaat zou komen en uw opmerkingen in dovemansoren zouden vallen – ik merk dat de banken doorgaan met het schrappen van de dienstverlening – dan zou u zelf ook stappen ondernemen en een wetsontwerp indienen om bijkomende criteria op te leggen en de dekkinggraad van de basisdienstverlening op te krikken.

Mijnheer de minister, wat is de huidige stand van zaken? Heeft die werkgroep al tot resultaten geleid? Wat leert de analyse van de Nationale Bank van België u? Welke bijkomende criteria zult u opleggen aan Batopin, of ten minste aan Belfius, een overheidsbank waarin u zelf een rol te spelen hebt om een fijnmazig netwerk van bankautomaten mogelijk te maken? Wat vindt u van het concept van de 15 minutenstad, waarin financiële dienstverlening binnen de 15 minuten, dus op wandelafstand voorhanden is? Kan dat als criterium worden opgelegd? Wanneer zult u dat wetsontwerp indienen?

05.04 **Pierre-Yves Dermagne**, ministre: Messieurs les députés, vos questions portent sur un sujet important sur lequel nous travaillons conjointement avec mes collègues le ministre des Finances et la secrétaire d'État à la Protection des Consommateurs.

Une évaluation de la situation des ATM a été demandée et devrait être réalisée avant la fin de cette année afin de guider les choix politiques en

la matière. Pour réaliser cette évaluation, nous avons demandé à la Banque nationale de fournir un certain nombre d'éléments d'information, éléments que nous attendons toujours. Cela nous permettra notamment de connaître le nombre de distributeurs ainsi que leur localisation sur le territoire à la date du 31 décembre 2021 et cela permettra aussi d'y intégrer l'impact du projet Batopin.

Aan de Nationale Bank werd gevraagd of het technisch haalbaar is om voor de bereikbaarheid van geldautomaten een criterium te hanteren waarbij wordt uitgegaan van het aantal kilometers dat over de weg moet worden afgelegd, in plaats van het aantal kilometers in vogelvlucht. Afhankelijk van de beoordeling zal ik met mijn regeringscollega's beslissen wat we daaraan zullen doen. Het kan om een wetsvoorstel gaan, of een protocol met de sector.

C'est ce à quoi je ne crois pas énormément pour l'instant puisque le secteur représenté par Febelfin a quitté la table des négociations. Nous étions alors dans la première phase de négociation et de travail sur l'évolution et l'impact de ce projet sur le réseau et la disponibilité des ATM en Belgique. Mais, au sein du gouvernement, la décision a été prise de reprendre la négociation pour tenter d'obtenir la conclusion d'un accord avec le secteur, et ce, dans le but de garantir l'accessibilité à ces distributeurs automatiques de billets à l'ensemble des citoyens belges, qu'ils habitent à la ville ou à la campagne et quelle que soit la région.

Je compte également consulter l'Autorité belge de la concurrence concernant certaines questions relatives aux droits de la concurrence par rapport aux solutions envisagées vis-à-vis de la problématique de l'accessibilité aux ATM. Certaines questions restent en suspens au regard du droit de la concurrence et des initiatives prises par les différentes banques de ce pays au sein de Batopin ou de Jofico. Le travail se poursuit. C'est le rapport qui a été transmis aux membres du Comité de concertation saisi sur ce point par le gouvernement wallon. L'ensemble des membres du Comité de concertation s'est inscrit dans cette logique de travail.

05.05 **Nicolas Parent** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses. Je suis sidéré par l'état de la situation. D'une part, vous annoncez que la BNB compte réaliser de nouvelles études. Elle a été saisie du sujet il y a un an, ce qui laisse le temps de travailler. Le temps perdu et les délais prolongés permettent à

Batopin de déployer son projet. Or, nous connaissons son calendrier; c'est fin 2024.

En attendant cette étude qui servira de base pour un projet de loi, qu'est-ce qui restera de notre réseau de distributeurs? C'est du temps perdu. Je prends acte du report du projet de loi qui avait été annoncé à l'été. Mais cela ressemble sérieusement à un aveu d'échec. Si des difficultés existent, pointez-les! Soyez transparent! Je ne doute pas que vous ayez la meilleure volonté du monde sur ce dossier, mais pointez ce qui bloque!

Quant à la transparence des discussions au sein de la BNB, elle a été demandée plusieurs fois: la composition, le mandat, les objectifs et les résultats sont des enjeux qui concernent les citoyens, les petits commerçants, les associations et les clubs sportifs. Cela doit être transparent et il doit y avoir un échéancier et du concret pour la population. Ce travail doit être communiqué à un moment donné avec beaucoup plus de transparence.

Pour la suite du processus, nous demandons de la transparence quant à l'agenda, les difficultés rencontrées et le travail au sein de la Banque nationale. Ce travail nécessite l'urgence. Après le dernier Comité de concertation, de nouvelles interviews ont constaté les dégâts en matière de désertification bancaire. Aujourd'hui, il s'agit de dépasser les constats et de passer aux actes.

05.06 **Roberto D'Amico** (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, j'attendais un peu plus de votre réponse. Vous aviez promis ce projet de loi pour la mi-mars, nous sommes en juillet et il n'y a toujours rien. Je demande un peu plus de fermeté à ce gouvernement. Je sais que vous êtes contre le projet Batopin mais, en attendant, les distributeurs s'envolent et nous restons sur notre faim.

05.07 **Steven De Vuyst** (PVDA-PTB): Ik moet mijn collega's bijtreden. Momenteel hebben we heel wat kostbare tijd verloren. De banken zetten door met hun plan. U wilt weer werk maken van een studie. U wilt een nieuwe poging doen om te heronderhandelen met de sector, terwijl u voordien al had gecommuniceerd dat de onderhandelingen op een mislukking waren uitgedraaid. Een nieuwe studie is toch nieuw tijdverlies, terwijl op het terrein meer en meer mensen verstoken blijven van de financiële dienstverlening. Het is nog altijd een maatschappelijk probleem. In die zin is de PVDA voorstander van de verdere digitalisering van het betaalverkeer en zijn we gecharmeerd door de

initiatieven die de digitale kloof helpen wegwerken.

In onze samenleving kunnen we in bepaalde toepassingen en bepaalde contexten echter nog steeds niet zonder cashgeld. Steeds meer segmenten van de bevolking, bijvoorbeeld ook de oudere bevolking, ondervinden moeilijkheden. Ook de gemeente Zelzate, waarvan ik afkomstig ben, is op de Westoever volledig afgesneden van de financiële dienstverlening. Meer dan 5.000 mensen moeten zich verplaatsen naar het centrum met een brug die dagelijks 20 keer geopend is. Het gaat echter niet alleen om Zelzate. De problematiek van de gemeente Zelzate is representatief voor veel andere landelijke gemeenten.

Maak toch snelheid. Deze regering moet haar verantwoordelijkheid nemen, ook ten aanzien van de sector. Bpost, binnen Jofico, en Belfius, binnen Batopin, zijn nog altijd overheidsbanken. Zij moeten hun verantwoordelijkheid nemen om de dienstverlening te kunnen optimaliseren voor een fijnmaziger bankautomatennetwerk, om ervoor te zorgen dat de basisbankdiensten voor iedereen bereikbaar blijven. Kijk niet alleen naar afstandscriteria, maar ook naar bereikbaarheidscriteria op het vlak van tijd. In Zelzate kan er wel een bankautomaat in een straal van 2 kilometer voor iedereen toegankelijk zijn, maar als een brug 20 keer per dag open staat, dan gaat het om de afgelegde tijd. Dan is men soms een uur onderweg. Die criteria moet men ook in acht nemen. Anders worden de maatschappelijke uitdagingen die er zijn op dat vlak niet weerspiegeld.

We zullen dat blijven opvolgen en we zullen blijven aandringen op de verantwoordelijkheid om tegemoet te komen aan de eisen – en de maatschappelijke problematiek – van een steeds groter deel van de bevolking dat afgesneden raakt van de financiële dienstverlening, door de dienstverlening opnieuw op te krikken

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 **Samengevoegde vragen van**

- **Katrien Houtmeyers aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De stijgende faillissementcijfers en de hoge loonkost" (55028536C)**
- **Reccino Van Lommel aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De economische vooruitzichten volgens de Wereldbank" (55028908C)**
- **Reccino Van Lommel aan Pierre-Yves**

Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De economische vooruitzichten volgens ING" (55028934C)

- **Reccino Van Lommel aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De economische gevolgen van de renteverhoging" (55028978C)**

- **Reccino Van Lommel aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Het economische klimaat" (55029007C)**

- **Reccino Van Lommel aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Het jaarverslag van het BIS" (55029199C)**

- **Reccino Van Lommel aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Het ondernemersvertrouwen" (55029201C)**

- **Reccino Van Lommel aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De voorjaarsprognoses van de Nationale Bank van België" (55028906C)**

06 **Questions jointes de**

- **Katrien Houtmeyers à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "L'augmentation du nombre de faillites et les coûts salariaux élevés" (55028536C)**

- **Reccino Van Lommel à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les perspectives économiques selon la Banque mondiale" (55028908C)**

- **Reccino Van Lommel à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les perspectives économiques annoncées par ING" (55028934C)**

- **Reccino Van Lommel à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les conséquences économiques de la hausse des taux d'intérêt" (55028978C)**

- **Reccino Van Lommel à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Le climat économique" (55029007C)**

- **Reccino Van Lommel à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Le rapport annuel de la BIS" (55029199C)**

- **Reccino Van Lommel à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "La confiance des entrepreneurs" (55029201C)**

- **Reccino Van Lommel à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les prévisions de printemps de la Banque nationale de Belgique" (55028906C)**

06.01 **Katrien Houtmeyers (N-VA):** Mijnheer de minister, ik verwijs naar de ingediende vraag.

De faillissementenstorm waar we al zo lang voor waarschuwd, slaat in volle hevigheid toe. Hoewel u het probleem aanvankelijk leek te minimaliseren, moeten we nu toch vaststellen dat